



Luxembourg, le **19 NOV. 2019**

Madame Colette FLESCH  
Madame Marie-Josée JACOBS  
Monsieur Romain SCHINTGEN

Membres du comité d'éthique

**Concerne :** **Saisine du comité d'éthique prévu à l'article 6 (3) de l'arrêté grand-ducal modifié du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction.**

Mesdames, Monsieur,

Par la présente et conformément à l'article 6 (3) de l'arrêté grand-ducal modifié du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction, j'ai l'honneur de vous saisir dans votre qualité de Membres du comité d'éthique afin de solliciter l'avis du comité par rapport à l'application et à l'interprétation qu'il convient de donner aux articles 7 à 9 du Code de déontologie par rapport aux faits exposés ci-après.

Cette demande s'insère plus particulièrement dans le contexte de la critique largement médiatisée qui a été générée autour de Madame la Ministre de la Famille, Corinne Cahen, en relation avec :

- 1) un courriel adressé le 11 avril 2019 à l'Union commerciale de la Ville de Luxembourg (UCVL) via le compte e-mail du ministère ;
- 2) la location d'une partie de la maison dont Madame Cahen est propriétaire sur un portail électronique.

Votre avis devra se pencher sur les deux éléments précités afin d'éclairer le Gouvernement sur la question de savoir si les faits en question sont oui ou non en porte à faux par rapport aux règles prévues au Code de déontologie.

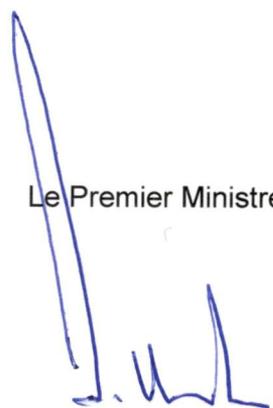
Pour plus de détails, je vous prie de trouver ci-joint une copie de la lettre qui m'a été adressée par Madame la Ministre Corinne Cahen, datée au 11 novembre 2019, dans laquelle elle livre

une série d'informations utiles quant aux faits et par rapport à leur qualification, éléments que je sou mets à votre appréciation souveraine.

J'ai également pris soin de vous annexer les questions parlementaires ainsi que les réponses respectives citées par Madame la Ministre dans sa lettre précitée.

Madame la Ministre se tient à disposition du comité pour toute question éventuelle que le comité se poserait en relation avec les faits soumis à son avis.

En vous remerciant d'avance de votre considération, je vous prie d'agréer, Mesdames, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.



Le Premier Ministre

Ministre d'État



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Famille, de l'Intégration  
et à la Grande Région

Le Ministre

Ministère d'Etat
ENTRÉE le
11 NOV. 2019
No

Luxembourg, le 11 novembre 2019

Ministère d'Etat  
Monsieur le Premier Ministre  
Ministre d'Etat  
2, place de Clairefontaine  
L-1341 Luxembourg

N. Réf. : 2019/8250

Monsieur le Premier Ministre,

Au vu de la polémique autour de mon courriel du 11 avril 2019 à l'adresse de l'Union commerciale de la Ville de Luxembourg (UCVL) et la location d'une partie de ma maison dont je suis propriétaire, je vous demande de bien vouloir saisir pour avis le comité d'éthique instauré en vertu du Code de déontologie prévu à l'arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction. Je pense que cet avis pourra objectiver la discussion actuelle qui est entachée d'intérêts partisans et d'attaques personnelles insensées. La façon dont les discussions ont été menées ces derniers jours ne font que nuire à la culture politique au Luxembourg.

Suite aux questions parlementaires n°1420 et n°1424 vous avez répondu que je n'avais pas enfreint le code de déontologie.

En effet, l'article 7 du code de déontologie est consacré aux conflits d'intérêts potentiels des membres du Gouvernement:

*Art. 7 Un conflit d'intérêts au sens du présent arrêté grand-ducal existe lorsqu'un membre du Gouvernement a un intérêt personnel qui pourrait influencer indûment l'exercice de ses fonctions en tant que membre du Gouvernement. Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le membre du Gouvernement tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes. Tout membre du Gouvernement qui constate qu'il s'expose à un conflit d'intérêts prend immédiatement les mesures nécessaires pour y remédier. En cas d'ambiguïté, le membre du Gouvernement peut demander l'avis, à titre confidentiel, du comité d'éthique.*

En ce qui concerne les faits je me permets de répéter que le 11 avril 2019, donc plus d'un mois avant le début du chantier du tramway entre la place de Paris et la place de la gare, je me suis fait l'écho des appels de commerçants du haut de l'avenue de la Liberté qui souffraient à ce moment-là du chantier. Ayant été présidente de l'UCVL, j'ai été sensible à ces messages sur les réseaux sociaux et je n'ai pas hésité à prendre contact avec le directeur de la société Luxtram SA pour me renseigner sur les moyens et instruments que Luxtram est autorisé à mettre en œuvre dans ce cas. J'ai ensuite envoyé un courriel à mon successeur avec des propositions concrètes à l'adresse de l'UCVL qui n'avaient nullement trait à mon magasin, mais à la situation générale du commerce de la gare. Par maladresse j'ai utilisé le compte e-mail du ministère, ce qui fut une erreur et je m'en suis publiquement excusée.

Les articles 8 à 10 du code de déontologie précisent les obligations de déclaration des membres du Gouvernement et les activités extérieures pendant l'exercice du mandat de membre de Gouvernement:

*Art. 8. (1) Avant la prestation de serment, les membres du Gouvernement présentent au Premier Ministre une liste reprenant, pour les dix années qui précèdent leur prise de fonction, l'ensemble des activités rémunérées qu'ils ont exercées. (2) La liste renseigne en outre sur les intérêts financiers des membres du Gouvernement. A cette fin, elle indique toute forme de participation financière individualisée, sous forme d'actions ou d'autres titres, dans le capital d'une entreprise. Les parts de fonds communs de placement, vu qu'elles ne représentent pas un intérêt direct dans le capital d'une entreprise, ne doivent pas être déclarées. (3) La liste fait état des activités professionnelles que le conjoint ou partenaire exerce au moment de la prise de fonction. Sont indiqués la nature de l'activité, la dénomination de la fonction exercée et le cas échéant le nom de l'employeur du conjoint ou partenaire. (4) La liste est publiée en annexe des notices biographiques de chaque membre du Gouvernement sur le site Internet du Gouvernement. (5) Chaque membre du Gouvernement procède dans les meilleurs délais à une mise à jour de la liste en cas de changement concernant des informations visées aux paragraphes 2 et 3.*

*Art. 9. Les membres du Gouvernement n'acceptent aucune rémunération, pour quelque activité que ce soit, autre que les traitements qu'ils reçoivent en leur qualité de membres du Gouvernement. Si, pour une prestation particulière, telle la tenue d'un discours, une rémunération est offerte, le membre du Gouvernement peut l'accepter, à condition d'en faire le don, soustraction faite, le cas échéant, des frais engagés, à une œuvre à caractère philanthropique, social ou environnemental, et d'en informer le comité d'éthique.*

*Art. 10. Les membres du Gouvernement qui, au moment de leur prise de fonction au sein du Gouvernement, occupent une fonction de dirigeant ou de membre dans le conseil d'administration d'une association ou d'une fondation dans les domaines social, culturel, artistique, environnemental, caritatif ou sportif démissionnent de leur fonction et n'en acceptent pas de nouvelle pendant la durée de leur mandat. (. . .) (supprimé par l'arr. g.-d. du 15 janvier 2018) L'acceptation par les membres du Gouvernement du patronage pour une manifestation respectivement l'octroi à des membres du Gouvernement du titre de président d'honneur d'une association ou d'une fondation restent permis.*

Il est vrai que la société Chaussures Léon sàrl, entreprise familiale fondée en 1924 que j'ai rejointe il y a une vingtaine d'années et dont je suis propriétaire, d'ailleurs au su de tout le monde et conformément au code de déontologie, a investi, comme je l'ai écrit dans mon courriel précité, 15.000 à 20.000 euros dans une campagne publicitaire. Je l'ai précisé dans mon courriel précité, justement afin de

montrer que Chaussures Léon sàrl a réagi sans l'aide de quiconque aux aléas générés par le chantier du tramway, des moyens que d'autres magasins n'ont malheureusement pas à leur disposition et qui, à mon avis, auraient pu être déployés par l'UCVL et d'autres partenaires. La gestion de l'entreprise Chaussures Léon sàrl incombe depuis mon entrée au gouvernement à une gérante. Même si je ne suis que propriétaire et que je ne suis plus active dans la gestion journalière et opérationnelle de l'entreprise, je peux vous assurer que je continue à rester sensible au bien-être des employés et à la pérennité de leurs emplois, une attitude que je n'ai jamais cachée depuis mon entrée au gouvernement.

Pour ce qui est de la location d'une partie de ma maison sur une plateforme électronique, il ne s'agit pas d'une activité commerciale, mais d'une simple location pendant une période limitée. Pour le surplus, je renvoie à la réponse des ministres des finances, de l'économie et des classes moyennes à la question parlementaire n° 625 du 10 avril 2019 qui dit que selon la jurisprudence il ne s'agit justement pas d'une activité commerciale quelconque.

Pour conclure, j'estime que chaque citoyen doit pouvoir faire de la politique, peu importe son métier d'origine. Cela est le cas pour les fonctionnaires, les employés, les syndicalistes tout comme pour les indépendants et chefs d'entreprise. Il paraît dès lors évident qu'après un mandat politique, et afin de ne pas être dépendant de ce mandat, tout un chacun doit pouvoir retrouver son métier d'origine et/ou son entreprise.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, mes salutations respectueuses.



Corinne CAHEN



Sensibilité politique  
Boîte postale 83  
L-7201 Bereldange

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

10 AVR. 2019

625

Fernand ETGEN  
President vun der Deputéiertechamber  
19, um Krautmaart  
L-1728 Lëtzebuerg

Lëtzebuerg, den 10/04/2019

Här President,

**Sou wéi den Artikel 83 vun eisem Chambersreglement et virgesäit, bieden ech lech, dës parlamentaresch Fro un d'Ministere fir Finanzen, Wirtschaft & Mëtzelstand weiderzeleeden.**

Wéi d'Presse mell, gouf well am Dezember d'Sociétéit Airbnb Payments Luxembourg SA gegrënnt. D'Gerante vun dëser Sociétéit si Persounen, déi och beim internationale Grupp leedend Funktiounen hunn. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4033 vum honorabelen Deputéierte Léon Gloden huet de Wirtschaftsminister annoncéiert, datt eng Studie iwwert den Impakt vu Plattformen, wéi AirBnB, fir d'éischt Trimester 2019 z'erwaarde wier.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

- Muss een Akommes, wat duerch d'Verlounen iwwert AirBnB entsteet, versteiert ginn? Wa jo, ënnert wéi enger Kategorie?
- Ab wéi engem Volume (Nuechten oder Akommes) consideréiert d'Regierung d'Notze vun AirBnB als kommerziell a verlaangt domadder eng Autorisation d'établissement?
- Gëtt et eng Ofsprooch mat AirBnB fir d'Paiementen, déi u lëtzebuergesch Contribuabel ginn, automatesch dem Steieramt ze kommunizéieren? Wann nee, firwat gouf dëst net bei de Gespréicher am Silicon Valley thematiséiert?
- Wéini ass mat der genannter Studie ze rechnen?

Mat déiwem Respekt,

CLEMENT Sven  
Député



[www.piraten.lu](http://www.piraten.lu)

**Gemeinsam Äntwert vum Finanzminister, Pierre Gramegna, Wirtschaftsminister, Etienne Schneider an Minister fir Mëttelstand, Lex Delles op d'parlamentaresch Fro N°625 vum 10. Abrëll 2019 vum honorabelen Deputéierten Sven Clement betreffend AirBnB**

AirBnB gëtt engem Hôte d'Méiglechkeet, eng Wunneng oder en Deel dovun ze verlounen. Den Hôte kontrolléiert dobäi d'Disponibilitéit, de Präis, de "Règlement Intérieur" an d'Interaktioun mam Reesenden. Airbnb präziséiert a senger "Conditions de Service pour les Utilisateurs Européens": "Il appartient aux Hôtes de se conformer à l'ensemble des lois, règles et règlements applicables à leurs Annonces et Services Hôte."

An der Reegel gëtt en Akommes dat duerch d'Verloune vun enger Immobilie entsteet, als Loyer ugesinn a konform zum Artikel 98 L.I.R. an der Akommeskategorie Nummer 7 besteiert. Een Akommes dat duerch d'Verlounen generéiert gëtt kann awer och als kommerziell Resultat gëllen, wann d'Aktivitéit als selbststänneg, gewënnorientéiert, reegelméisseg an zur Wirtschaft bäidroend gëllt. An deem Fall gëtt dat Akommes konform zum Artikel 14 L.I.R. an der Kategorie Nummer 1 besteiert.

E klassesche "Bail à Loyer" zitt sech an der Reegel op mindestens een Joer. Allerdéngs lafen d'Kontrakter tëschent dem Hôte an dem Reesenden bei AirBnB am Prinzip ni iwwert een Joer. Villméi sinn d'Kontrakter éischter kuerzzeiteg, dat heescht fir maximal een Mount, meeschtens awer just e puer Deeg. An deem Fall ginn déi entsprechend Revenuen als kommerziell Aktivitéit konform zum Artikel 14 L.I.R. an der Kategorie Nummer 1 besteiert. Den Hôte muss dat entsprechend a senger Steuererklärung uginn.

Et gëtt aktuell keng Ofsprooch mat AirBnB fir d'Paiementer déi u lëtzebuergesch Contribuabel ginn, automatesch dem Steueramt ze kommunizéieren. Um Niveau vun der Europäescher Unioun lafen awer entsprechend Gespréicher am Kader vun engem Fiscalis Projetsgrupp.

Laut der Jurisprudenz vun eise Gerichter, kann d'Verloune vun enger Immobilie op kuerz Dauer net als Zweck vun enger kommerzieller Gesellschaft gëllen : "la location des immeubles ne fait pas [...] l'objet d'une entreprise commerciale, que l'appartement soit loué nu ou meublé". Wann een sech awer net just op ee miwweléiert Verloune vu Raimlechkeete beschränkt, mee och aner Zerwisser ubitt, wéi zum Beispill ee Kaffisdësch oder Mëttegiessen, da gëtt d'Aktivitéit als kommerziell ugesinn. Eng Handelsermächtigung ass deen Ament och erfuerdert.

D'Notze vu Plattformen wéi AirBnB ass een Trend, deen sech kontinuéierlech entwéckelt. Lëtzebuerg brauch dofir kloer a verständlech Critèren, un deene ka festgehale ginn ob a wéini eng Locatioun als professionell Aktivitéit ka bezeechent ginn oder net. De Minister fir Mëttelstand wäert an de nächste Méint analyséieren ob Handlungsbedarf um legislative Plang besteet.

Betreffend d'Studie iwwert den Impakt vu Plattformen, sou sinn dës Aarbechten an der leschter Phase a kuerz virum Ofschluss. Den Energieminister an de Wirtschaftsminister wäerten an den nächste Méint déi betreffen Acteuren op e breeden Austausch-Workshop alueden, fir d'Conclusiounen virzustellen an och ze diskutéieren.



Här Fernand Etgen  
President vun der Deputéiertechamber  
19, um Krautmaart  
L-1728 Lëtzebuerg

Lëtzebuerg, de 4. November 2019

Här President,

esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, bieden ech lech, dës parlamentaresch Fro un den Här Premierminister, déi Häre Vize-Premierministere an un d'Madame Familljeminister weiderzeleeden.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 756 vum 5. Juni 2019 huet d'Regierung zouginn, datt d'Madame Minister Cahen sech an d'Ëffentlechkeetsaarbecht vun der Police agemëscht huet: *"An engem Gespréich tëschent der Madame Minister an engem Beamten vum Pressedéngscht vun der Police ass dëst confirméiert ginn."*

A menger parlamentarescher Fro N° 1240 vum 24. September 2019 goung et ëm publizitär Aktivitéite vun der Madame Minister Cahen fir e Schongbuttek mat deem si privat enk Verbindungen huet. An hirer Äntwert huet d'Regierung vun enger „humorvoll(er) Reaktioun“ geschwat, an dowéinst géing keen Interessekonflikt virleien.

Duerch e Communiqué vun der CSJ an diverse Presseartikelen (Wort, RTL, Guykayser.lu) haut um 4. November 2019 ass erauskomm, datt d'Madame Minister Cahen sech mat hirem Titel als Ministesch un de Geschäftsverband an u Luxtram adresséiert huet, dëst iwwert eng E-Mail-Adress vun der Regierung, an datt si an deem Schreiwes och nees kommerziell Interessie vun deem Schongbuttek vertrueden huet. Och ass bekannt ginn, datt d'Madame Cahen op facebook weiderhi kommerziell Aktivitéite fir dee Schongbuttek bedreift.

Dowéinst wéilt ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi examinéiert a qualifizéiert d'Regierung dës rezent an nei Faiten am Hiblék op den Deontologieskodex vun der Regierung?
2. Handelt et sech hei ëm en Interessekonflikt vun der Madame Familljeminister? Handelt et sech ëm en Amtsmëssbrauch vun enger Ministesch, respektiv esouguer ëm e Muechtmëssbrauch?

3. Wéi qualifizéiert d'Regierung déi Tatsaach, datt d'Madame Minister weider öffentlech Reklamm fir de Schongbuttek mécht?
4. Wéi gesäit d'Regierung d'Auswierkungen an dëser Affär, besonnesch no engem Fall vu presuméiertem Amtsmëssbrauch an enger grousser Südgemeng, op d'Credibilitéit vun der Politik hei am Land?
5. Misst d'Madame Familljeminister net d'Konsequenzen zéien a vun hirer Funktioun als Minister demissionéieren?

Mat déiwem Respekt,



Fernand Kartheiser  
Deputéierten

05 NOV 2019

**Réponse commune de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, de Messieurs les Vice-Premiers Ministres et de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire n°1420 du 4 novembre 2019 de l'honorable Député Fernand KARTHEISER**

**1. Wéi examinéiert a qualifizéiert d'Regierung dës rezent an nei Faiten am Hibleck op den Deontologieskodex vun der Regierung?**

D'Madame Minister huet sech an engem perséinleche Message un de Stater Geschäftsverband adresséiert fir op eng aktuell schwiereg Situatioun opmierksam ze maachen a konkret Léisungsusätz ze proposéieren.

D'Madame Minister huet sech virun hirem Mandat an der Regierung fir d'Stad Lëtzebuerg an de lokale Commerce engagéiert an hei en Appel un déi Responsabel geriicht, deen net a Konflikt steet mam Code de déontologie fir Regierungsmemberen.

**2. Handelt et sech hei ëm en Interessekonflikt vun der Madame Familljeminister? Handelt et sech ëm en Amtsmëssbrauch vun enger Ministesch, respektiv esouguer ëm e Muechtmëssbrauch?**

Et gëtt keng Indikatioun, dass de Message, deen d'Madame Minister un déi Responsabel vum Stater Geschäftsverband gemaach huet, a Konflikt wier mam Deontologieskodex fir Regierungsmemberen.

**3. Wéi qualifizéiert d'Regierung déi Tatsaach, datt d'Madame Minister weider ëffentlech Reklammm fir de Schongbuttek mécht?**

De Message, deen d'Madame Minister un de Stater Geschäftsverband adresséiert huet, kann net als „Reklammm“ qualifizéiert ginn.

**4. Wéi gesäit d'Regierung d'Auswierkungen an dëser Affar, besonnesch no engem Fall vu presuméiertem Amtsmëssbrauch an enger grousser Südgemeng, op d'Credibilitéit vun der Politik hei am Land?**

D'Regierung gesäit kee Lien tëscht enger vum honorabelen Deputéierten zitierter Affär vu presuméiertem Amtsmëssbrauch an engem Message vun der Madame Minister un déi Responsabel vum Stater Geschäftsverband.

**5. Misst d'Madame Familljeminister net d'Konsequenzen zéien a vun hirer Funktioun als Minister demissionéieren?**

Et gëtt keng Elementer, déi dat géife rechtfäerdeg.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

04 NOV. 2019

1424

Här Fernand Etgen  
President vun der Chamber

Lëtzebuerg, den 4. November 2019

Här President,

Esou ewéi den Artikel 83 vum Chambersreglement et virgesäit, bieden ech lech, des parlamentaresch Fro un den Här Staatsminister weider ze leeden.

An engem Bréif un de Stater Geschäftsverband beschwéiert sech d'Madamm Familljeminister an hirer Funktioun als Ministesch iwwert d'Auswierkunge vum Tramschantier op hiren eegene Familljebetrieb a werft der Union Commerciale Inaktivitéit fir. Et géif keng positiv Kommunikatioun gi fir Geschäfte, déi vum Tram-Chantier betraff wieren. Si kéint dem Geschäftsverband awer Hëllef, wann dat da gewünscht wier.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Staatsminister folgend Froe stellen:

- Ass d'Verhale vun der Madamm Minister konform zum Deontologie-Kodex fir Regierungsmemberen?
- Wa jo, ass den Här Staatsminister net der Meenung, dass de Code de déontologie misst op verschiddene Punkte verschäerft a méi kloer ginn?
- Wa nee, wéi eng Konsequenzen zitt den Här Staatsminister aus dësen net akzeptabele Virgäng?
- Ass den Här Staatsminister gewëllt, den Comité d'éthique, esou wéi en am Deontologie-Kodex virgesinn ass, mat dëser Affär ze befaassen? Wa nee, firwat net?
- Wéi gesäit den Här Staatsminister grondsätzlech d'Antrieden vu Regierungsmemberen fir Privatzwecker mat engem But de lucre? Wat si seng politesch Iwwerleeungen, fir sou Situatiounen an Zukunft ze verhënneren?

Här President, ech bieden lech, mäin déifste Respekt unzehuelen.

Diane Adehm

Députéiert

**Réponse de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État à la question parlementaire n°1424  
de Madame la Députée Diane ADEHM**

**Ass d'Verhale vun der Madame Minister konform zum Deontologie-Kodex fir Regierungsmemberen?**

D'Madame Familljeminister huet e Message geschriwwen mat engem Appel a Proposen wat d'Promotioun vun der Stad Lëtzebuerg an hirem lokale Commerce betrëfft. Et gëtt keng Indikatioun, dass d'Madame Minister domat géint de Code de déontologie fir Regierungsmembere verstouss hätt.

**Wa jo, ass den Här Staatsminister net der Meenung, dass de Code de déontologie misst op verschidde Punkte verschäerft a méi kloer ginn?**

De Code de déontologie ass explizit wat déi verschidde Froen betrëfft, déi vun der honorabeler Deputéiert ugeschwat ginn.

**Wa nee, wéi eng Konsequenzen zitt den Här Staatsminister aus dësen net akzeptabele Virgäng?**

D'Madame Minister huet sech virun hirem Engagement an der Politik vir d'Stad Lëtzebuerg an de lokale Commerce agesat a mat engem perséinleche Message un de Stater Geschäftsverband hir Onzedriddenheet zum Ausdrock bruecht, wat aktuell Effort'en betrëfft. Deen Engagement kann net als inakzeptabel bewäert ginn.

**Ass den Här Staatsminister gewëllt, den Comité d'éthique, esou wéi en am Deontologie-Kodex virgesinn ass, mat dëser Affär ze befaassen ? Wa nee, firwat net ?**

Et gëtt keng Ursach fir de Comité d'éthique ze saisieren, vu, dass et keng Ambiguitéit gëtt, wéi se am Artikel 7 vum Deontologiekodex beschriwwen ass.

**Wéi gesäit den Här Staatsminister grondsätzlech d'Antrieden vu Regierungsmemberen fir Privatzwecker mat engem But de lucre? Wat si seng politesch Iwwerleeungen, fir sou Situatiounen an Zukunft ze verhënneren?**

Den Artikel 9 vum Code de déontologie fir Regierungsmemberen regelt dës Fro explizit.